



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le

15 AVR. 2019

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

SPEI/AC

## ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 août 2005 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dans son établissement situé 88, Route de Rive-de-Gier à GIVORS;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 8 février 2019 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement et auquel ce dernier n'a pas donné suite ;

VU le rapport du 11 février 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'une visite sur les lieux le 6 février 2019 a permis à l'inspection des installations classées de constater :

- qu'il était couramment procédé à des opérations d'oxycoupage de déchets de métaux, classées sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées, rubrique n'apparaissant pas dans le tableau de classement des activités définies à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2005 modifié,
- que la dalle imperméabilisée était trouée sur une surface de 10m<sup>2</sup> à proximité de la zone de compression des VHU et que son étanchéité ne serait pas reprise avant juillet 2019,

- que le cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé n'est pas entièrement respecté ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, 88, Route de Rive-de-Gier à GIVORS, est mise en demeure :

- de respecter les dispositions de l'article R181-46 du code de l'environnement en portant à la connaissance du préfet toutes les modifications notables apportées aux installations avec tous les éléments d'appréciations **dans un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- de respecter les dispositions du point 4.8.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2005 modifié en étanchéifiant la dalle abîmée **dans un délai de 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté,
- de respecter entièrement le cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé **dans un délai immédiat** à compter de la notification du présent arrêté ;

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Lyon. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GIVORS,
- à l'exploitant.

Lyon, le

15 AVR. 2019

Le Préfet,

Pour le préfet,  
Le sous-préfet,  
Secrétaire général adjoint,

Clément VIVÈS